

Pas d'Euro à Bruxelles, c'est 123 millions de manque à gagner pour son économie

Un mémoire universitaire s'est penché sur l'impact économique qu'aurait entraîné la tenue de l'Euro de foot. De quoi donner bien des regrets aux décideurs bruxellois.

161 mios €

C'est le montant des retombées économiques pour l'ensemble de la Belgique qu'aurait générées la tenue de 4 matchs de l'Euro 2020 à Bruxelles.

JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

Bruelles a donc, assez lamentablement, perdu le droit d'accueillir quatre matchs de l'Euro 2020. On ne reviendra pas sur les causes de ce pitoyable échec, mais ce qui est sûr, c'est que la capitale de l'Europe est passée à côté de retombées économiques importantes. Sans compter l'impact négatif en termes d'image et d'attractivité touristique à long terme.

C'est en tout cas ce qui ressort d'un mémoire universitaire présenté en septembre dernier à la Solvay Brussels School par Luc Jérôme. Ce Bruxellois, passionné de ballon rond, a voulu quantifier l'impact économique de l'événement, principalement sur la Région bruxelloise mais aussi sur la Flandre et la Wallonie. On ne veut pas enfoncer le clou, mais il est piquant de constater que l'exercice a été réalisé – brillamment (le mémoire a obtenu une grande distinction) – par un étudiant et non à l'initiative des parties prenantes du projet même si, il est vrai, elles ont collaboré à l'étude.

Fermons la parenthèse pour observer que selon les conclusions de Luc Jérôme, l'impact économique total de l'événement aurait pu s'élever de 100,3 millions d'euros à 123 millions rien que pour la Région bruxelloise. La différence entre ces deux chiffres vient des quatre scénarios différents envisagés par l'auteur. Un: Bruxelles accueille le match d'ouverture (qui suscite davantage

d'engouement et est plus médiatisé), trois autres matchs et le centre de presse, c'était le scénario le plus optimiste (123 millions). Deux: Bruxelles n'accueille pas le match d'ouverture. Trois: Bruxelles n'accueille pas le centre de presse. Quatre: Bruxelles n'accueille ni le match d'ouverture ni le centre

de presse mais quatre matchs, c'était le scénario le moins optimiste (100,3 millions). Si on élargit ces données à l'ensemble du pays, les retombées auraient pu osciller entre 130,7 et 160,8 millions, soit de 22,6 à 28,3 millions pour la Flandre et de 7,7 à 9,6 millions pour la Wallonie. «Il est regrettable que le pays ne se soit pas mobilisé tout entier pour soutenir l'événement car il n'aurait pas profité qu'à la seule Région bruxelloise», résume Luc Jérôme.

Pour arriver à des données aussi précises, l'auteur s'est basé sur des études récentes, réalisées avant et après l'Euro 2016 en France. La première par le Centre de droit et d'économie du sport de Limoges, la seconde par l'Observatoire français de l'économie du sport. Selon celle-ci, l'impact économique de l'Euro français s'est élevé à 1,222 milliard d'euros, soit en moyenne 24 millions par match. Sur cette base, l'impact aurait été de 96 millions pour Bruxelles.

Tout l'intérêt du travail de Luc Jérôme est d'avoir voulu affiner ces données. D'abord, en isolant l'effet d'éviction et de substitution, c'est-à-dire le manque à gagner lié aux touristes qui auraient évité Bruxelles pendant l'événement (en raison de ses nuisances) et les dépenses qui auraient été réalisées si les budgets alloués à l'événement avaient été consacrés à d'autres projets.

Ensuite, en distinguant l'impact économique primaire de l'impact économique secondaire. Le premier reprend d'une part les dépenses de l'organisation (frais opérationnels, séjour des équipes, sécurité, etc.). Selon les scénarios, ces dépenses auraient pu s'élever entre 44,5 et 61,3 millions. D'autre part, les dépenses touristiques. L'étude est particulièrement fouillée à cet égard. Elle fait état

de 124.000 supporters attendus dont un tiers de Belges, qui devaient assister en moyenne à 1,81 match sur 4, et dépenser de

67 (pour les Belges) à 134 euros (pour les étrangers) hors TVA par match, tickets non compris: logement, transport, restauration, etc. Soit entre 35,8 et 37,9 millions. Il faut retirer de ces montants entre 2,7 et 4,1 millions d'euros dus aux personnes qui évitent Bruxelles en raison de l'événement. Au total, l'impact primaire de l'Euro 2020 aurait varié entre 77,6 et 95,1 millions.

L'impact secondaire, c'est l'effet «boule de neige» qu'entraîne pareille organisation. «Prenons un restaurateur, explique Luc Jérôme, il va augmenter son chiffre d'affaires grâce à l'Euro. Comme il aura plus de clients, il va solliciter davantage ses fournisseurs, lesquels vont sans doute faire de même avec leurs. Ça c'est l'impact secondaire de l'événement.» Ce multiple varie selon les secteurs. L'horeca est logiquement plus impacté (45%) que la grande distribution (3%). À Bruxelles, cet effet multiplicateur aurait été de 1,29 point, c'est-à-dire qu'un euro dépensé dans un établissement horeca aurait généré 29 cent de dépenses secondaires.

Côté fiscal, l'étude montre que l'accueil de l'Euro aurait permis à Bruxelles d'enregistrer de 390.000 à 540.000 euros de taxes de séjour. Par contre, les recettes de TVA (de 5,4 à 5,8 millions) seraient tombées dans la poche de l'Etat fédéral et les taxes d'aéroport dans celles des régions flamande (Zaventem) et wallonne (Charleroi). Enfin, données qui intéresseront particulièrement les politiques, le Solvay boy a également calculé l'impact sur l'emploi de l'accueil d'un événement planétaire comme un Euro de football. À Bruxelles, il aurait permis de créer pendant l'événement entre 763 et 921 emplois (CDD, intérim...). «Cela paraît peu, reconnaît Luc Jérôme, mais quand on connaît l'ampleur du chômage des jeunes à Bruxelles cela aurait pu leur mettre le pied à l'étrier sur le marché du travail.»

ANDERLECHT**JOHAN BEERLANDT
N'EST PLUS CANDIDAT**

Grand supporter du Sporting d'Anderlecht, le **président et actionnaire de Besix**, Johan Beerlandt, avait, selon plusieurs sources, déposé une offre informelle de rachat du club de son cœur sur la table du président Roger Vandendriessche. Cette offre a été formulée par Johan Beerlandt en compagnie de la famille égyptienne Sawiris (actionnaire de Besix) et — entre autres — de Michaël Verschuere. Selon les termes de cette offre, M. Beerlandt aurait détenu 51% des parts du club. Mais cette proposition a néanmoins été retirée. *«Aujourd'hui, il n'y a pas d'offre de la part de M. Beerlandt et il n'y pas d'intention d'en faire une»*, explique-t-on dans son entourage. Les raisons du retrait de cette offre demeurent peu claires mais il apparaît de plus en plus évident que **l'offre d'un autre entrepreneur, celle de Paul Gheysens (avec Wouter Vandenhoute), a les faveurs du président Vandendriessche**. Elle est conséquente en termes financiers, elle intègre la reprise des dettes du club et bénéficie de la convention liant le Sporting au futur stade national — s'il voit le jour... Selon nos informations, le candidat repreneur russe Alisher Usmanov n'est plus réellement sur les rangs pour le rachat du club. L'unique actuel actionnaire du club capable de contrer Paul Gheysens est Alexandre Vandamme (Ab InBev). Dimanche dernier, il était d'ailleurs dans les travées du Parc Astrid pour assister à la défaite de son équipe devant celle de Charleroi. **BUX**